

~~737899~~

~~737899~~

105960

ALMANACH DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

POUR L'ANNÉE

1908,

ÉDITÉ PAR LE JOURNAL
ELLENZÉK

À L'OCCASION DU TRENTIÈME ANNIVERSAIRE DE SA FONDATION.

BCU Cluj Anatole Leroy-Beaulieu, Cluj

Mr. C. Knatchbull-Huggessen,
MM. Charles Loiseau, Raymond
Recouly, Alexandre Hepp, André
de Hory, Félix de Gerando,
Joseph Ajtay

AVEC UNE TABLE CHRONOLOGIQUE DES ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE.



KOLOZSVÁR
À L'IMPRIMERIE DE L'ELLENZÉK
22 RUE SZENTEGYHÁZ 22
MDCCCCIX.

105960



ALMANACH DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

POUR L'ANNÉE

1908,

ÉDITÉ PAR LE JOURNAL L'ELLENZÉK À L'OCCASION
DU TRENTIÈME ANNIVERSAIRE DE SA FONDATION.

BCU Cluj / Central University Library Cluj



„Il n'y a pas de pays au monde
dont les intérêts soient plus étroite-
ment liés aux destinées de la France,
que la Hongrie.“

Louis Kossuth.



KOLOZSVÁR
AUX BUREAUX DE L'ELLENZÉK
33 RUE FRANÇOIS DEÁK 33
MDCCCCIX.

A NOS LECTEURS.

Nous fêtons aujourd'hui le trentenaire de notre journal. L'Ellenzék a derrière lui trente années de labeur incessant, de prospérité, de travail indépendant et libre. Nous fêtons aussi l'avènement de notre Supplément Français, fondé hier, et qui a déjà conquis sa place au soleil, sa notoriété — encore bien petite, — sa réputation, qui ira grandissant, car il est venu à son heure, car il comble une lacune que nul dans le pays n'avait essayé de combler, car, en créant un lien direct, en même temps qu'impartial, entre la presse étrangère et l'opinion du peuple hongrois, il remplit une tâche nécessaire et utile.

C'est pour célébrer ce double anniversaire que nous offrons à nos lecteurs la plaquette qu'ils vont lire. Les questions de politique extérieure ont acquis en ce moment une importance extrême; de plus, les conflits internationaux dont l'heure présente est grosse, vont se dérouler devant nos portes. Désireux de faire oeuvre utile, désireux de mettre à même nos compatriotes, de connaître l'opinion des étrangers sur des choses qui nous touchent de si près, et nos amis étrangers à même de voir comment chez nous, un organe indépendant et impartial juge ces mêmes questions, nous avons édité cet Almanach de Politique Étrangère. Nous avons demandé à ceux qui se sont illustrés dans l'étude des conflits internationaux de nous écrire en quelques lignes leur avis

sur l'une des crises qui ont agité cette année les cercles diplomatiques : nous avons reçu des réponses nombreuses, plus nombreuses que notre peu de réputation ne nous le laissait espérer.

À tous ceux qui ont répondu à notre appel, nous adressons ici un hommage public, l'hommage de notre gratitude et de notre reconnaissance. Et ce n'est pas seulement en notre nom personnel que nous nous exprimons ainsi. Tous ceux qui ont consenti à figurer sur les pages de cette publication, tous ceux qui ont bien voulu prêter à nos efforts le lustre de leur notoriété et de leur talent, tous ceux-là ont accompli une oeuvre féconde et durable, car ils ont apporté leur contribution à la création de ces liens de bonne et franche amitié qui devront lier la Hongrie aux puissances amies de la paix, aux nations auxquelles la cause de la civilisation et de la concorde est chère.

Nous avons publié les résultats de ce referendum international dans leur intégrité ; tous nos collaborateurs bénévoles ont exprimé sincèrement leurs opinions : nous n'avons pas cherché à leur donner les nôtres. Certains ont parlé avec sympathie de nos aspirations nationales, de notre avenir ; les uns sont restés en, deçà, les autres sont allés au-delà de ce que ceux que nous prétendons représenter veulent aujourd'hui réclamer et obtenir pour notre pays. L'avis de chacun nous a été précieux, et c'est à tous que vont nos remerciements.

La bienveillance dont nos correspondants ont fait preuve à notre égard nous est chère : nous y puiserons l'encouragement nécessaire pour continuer notre oeuvre. Aux trente années d'honneur qui restent derrière nous, nous voulons ajouter le plus possible d'années du même labeur impartial et patriotique. Nous assurerons dans l'avenir le sort de ce Supplément Français qui a reçu si bon accueil, en le ren-

dant chaque jour plus digne de ceux qui lui ont marqué leur sympathie. Nous apporterons notre collaboration à l'édification de la Hongrie nouvelle, foyer de civilisation, instrument de paix, gage de l'équilibre.

La Rédaction.

PRÉFACE.

FRANCE ET HONGRIE.

Nous avons, nous autres français, bien des raisons de nous intéresser à la Hongrie, à son développement national, politique, économique, littéraire. Il est un point de vue que l'on ne me paraît pas toujours apprécier à sa juste valeur: je veux parler de la Hongrie comme facteur de la politique internationale.

Sur ce terrain, le plus important à mes yeux, la Hongrie peut, par sa situation géographique comme par ses institutions et son caractère national, exercer une action efficace et des plus utiles. Elle peut avoir une influence modératrice, pacificatrice sur la politique de son associée l'Autriche, et par suite sur la politique générale de l'Europe.

Nous sommes, il est vrai, depuis que l'Autriche a cessé d'être une puissance italienne et une puissance allemande, habitués à la considérer comme une puissance conservatrice, prudente par situation et par tempérament, défiante des aventures et des ambitions périlleuses. Il n'en est pas moins vrai que Vienne peut aussi, à certaines heures, avoir des ambitions conquérantes, des rêves d'impérialisme et de domination orientale,

soit qu'elle y soit poussée par Berlin, soit qu'elle y soit entraînée par ses propres souvenirs et ses propres traditions.

La Hongrie, au contraire, tout en ayant la légitime ambition de tenir son rang sur le Danube, et d'avoir sa part d'influence en Orient, ne saurait être soupçonnée d'appétits de conquête ou de visées annexionnistes. Elle ne saurait s'agrandir en dehors sans compromettre son équilibre national intérieur. Par là même, elle doit, pour défendre ses propres intérêts, avoir dans la politique austro-hongroise commune un rôle modérateur. C'est à quoi, nous semble t'il, la Hongrie doit s'appliquer, et par là elle peut rendre à l'Europe et à la paix du monde des services dont la France et l'Europe lui devront être reconnaissants.

Anatole Leroy-Beaulieu.

RÉPERTOIRE CHRONOLOGIQUE

DES GRANDS FAITS DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DANS L'ANNÉE 1908.

Mois	Jour	Pays	
Janvier	1	Maroc	Le Général Drude annonce à Paris la prise de la Kashbah de Médiouna.
»	2	»	Le Général Drude, souffrant, est remplacé par le Général d'Amade.
»	2	Turquie	Les Ambassadeurs remettent une Note à la Porte demandant le renouvellement pour une nouvelle période septennale du mandat des officiers étrangers en Macédoine. et l'envoi immédiat d'instructions dans ce sens à Hilmi Pacha.
»	5	France	M. Guyot-Dessaigne, ministre de la Justice, étant mort, M. Briand passe de l'Instruction publique à la Justice, M. Doumergue du Commerce à l'Instruction publique, et M. Cruppi, vice-président de la Chambre, succède à M. Doumergue.
»	10	Maroc	M. de Saint-Aulaire, chargé d'affaires de France, annonce officiellement que le 4, Mouley-Hafid a été proclamé Sultan à Fez.
»	27	Autr. — Hongrie	M. d'Aehrenthal déclare à la séance des Délégations qu'il a chargé l'Ambassadeur d'Autriche - Hongrie à Constantinople de négocier pour la construction d'un chemin de fer, reliant, par Uvac et Mitrovica, les réseaux bosniaque et turc.
»	31	Turquie	L'Ambassadeur d'Autriche Hongrie transmet à la Porte la demande ci-dessus.
Février	1	Portugal	<i>A 5 heures du soir, le Roi Dom Carlos I et le prince héritier sont assassinés à coups de carabine, à Lisbonne, en face du ministère des finances.</i>

Mois	Jour	Pays	
Février	5	Turquie	Un iradé impérial autorise le ministère ottoman des Travaux Publics à commencer les travaux préliminaires de la ligne de Uvac à Mitrovitza.
»	10	Égypte	Mort de Mustapha Kamil Pacha, chef du nationalisme égyptien.
»	27	Orient	Le »Times« annonce que l'Autriche— Hongrie accepte de soutenir le projet russe du chemin de fer Danube-Adriatique, de Radujewatz à S. Giovanni di Medua. Il annonce aussi que ce projet froisse la Bulgarie, qui demandait le raccordement de sa ligne de Sofia à Sistova au réseau roumain d'une part, de l'autre, à la ligne du Vardar par Sofia-Kumanovo et Uskub.
Mars	5	Russie	Un note russe demande aux puissances d'appuyer le projet du Danube-Adriatique.
»	5	Italie	M. Tittoni défend ce projet devant la Chambre.
»	5	Angleterre	Une note anglaise propose la nomination d'un gouverneur-général en Macédoine. Cette proposition cause quelque surprise à Vienne.
»	12	Serbie	Une note serbe demande à la Porte l'autorisation de faire exécuter le tronçon turc du Danube-Adriatique.
»	15	Haïti	27 personnes sont fusillées à Port-au-prince par ordre du président Nord-Alexis.
»	15	Hongrie	La Diète de Croatie est prorogée.
»	24	Allemagne	M. de Bülow défend devant le Reichstag la politique orientale de l'Empire.
»	27	Angleterre	Le »Times« annonce que la note anglaise du 11 est acceptée par la Russie, et peut-être par l'Allemagne. L'Autriche la considère comme inapplicable.
»	27	Allemagne	Le »Times« annonce que M. de Bülow a déclaré que la lettre de l'Empereur Guillaume à Lord Tweedmouth ne contient rien d'offensant pour le peuple anglais.
Avril	5	Portugal	Aux élections, les deux partis sotatifo obtiennent 62 (régén), et 59 (progr) députés; 17 indépendants, 5 républicains, 3 Franckistes sont élus

Mois	Jour	Pays	
Avril	6	France	M. Pichon, répondant à M. Denys Cochin, expose la politique conciliante de la France en Orient, et rappelle que la proposition anglo-russe est acceptée par la France.
»	12	Autriche	Le comte Potocky, gouverneur de Galicie, est assassiné par un ruthène.
»	22	Angleterre	Sir Henry Campbell-Bannermann, premier anglais, meurt, Mr. Asquith lui succède.
»	22	Russie	M. Iswolski parle à la Douma de la politique extérieure de la Russie.
»	24	Orient	Le «Times» annonce que la Porte a accordé l'ouverture des bureaux de poste italiens demandée par le gouvernement italien; on se souvient qu'une démonstration navale appuya cette demande.
Mai	2	Perse	Le cabinet persan démissionne.
»	29	Maroc	Le «Times» annonce que Mouley-Hafid est reconnu par tout le Maroc, sauf la côte.
Juin	19	»	Mouley-Hafid fait son entrée à Fez.
»	23	Perse	Le Parlement est dissous par les armes. et la ville canonnée.
Juillet	7	États-Unis	La flotte a quitté San-Francisco en route pour l'Australie.
»	17	Chine	Le «Times» annonce que la protection des Turcs en Chine passe de la France à l'Allemagne.
»	19	France	M. Fallières part pour son voyage dans le Nord.
»	24	Turquie	On annonce diverses révoltes dans l'armée, et des mouvements insurrectionnels.
»	24	»	<i>Le Sultan a rétabli, par iradé impérial, la Constitution de 1876. et a convoqué une Chambre.</i>
»	25	»	<i>Un iradé impérial a accordé l'amnistie générale, et supprimé la censure des journaux</i>
Août	2	»	Le cheik-ul-islam a donné sa démission.
»	5	»	Le ministère a donné sa démission. On s'attend à un ministère dirigé par Kiamil-Pacha.
»	14	»	Le «Times» annonce que le nouveau cabinet turc a été reçu avec enthousiasme. L'ambassadeur de Turquie à Paris est rappelé et remplacé par Naoum Pacha.

Mois	Jour	Pays	
Août	16	Turquie	Le nouveau cabinet a communiqué son programme.
»	19	Maroc	Abd-el-Aziz est battu à El-Quela par Mouley-Hafid, et se réfugie à Seltat.
Septembre	25	Bulgarie	On annonce que les troupes bulgares ont occupé le chemin de fer oriental en Roumélie.
»	26	Maroc	On apprend à Paris l'affaire des déserteurs de Casablanca, et la conduite brutale de M. Just, vice-consul d'Allemagne, qui accompagnait ces déserteurs, envers les autorités françaises.
Octobre	2	Autr.— Hongrie	On annonce que le gouvernement autrichien songerait à rendre définitive l'occupation de la Bosnie-Herzégovine. Cette nouvelle cause un certain émoi à Saint-Pétersbourg.
»	2	Bulgarie	On annonce que les rapports sont devenus très-tendus entre Sofia et Constantinople à cause du refus de la Bulgarie d'évacuer la voie ferrée en Roumélie.
»	5	»	<i>A Tirnovo, ce matin à 11 heures, le Prince Ferdinand a proclamé l'indépendance de la Bulgarie. et son élévation au rang de Royaume.</i>
»	6	Turquie	La proclamation de l'indépendance bulgare a produit ici un effet déplorable.
»	7	Autr.— Hongrie	<i>Ce matin, le Winer Zeitung (officiel) a donné une proclamation de l'Empereur-et Roi déclarant les provinces de Bosnie et d'Herzégovine annexées à l'Empire.</i>
»	7	Crête	<i>La Crête a proclamé son annexion à la Grèce.</i>
»	9	Angleterre	Le «Times» annonce, qu'en réponse à la note austro—hongroise relative à l'annexion, le gouvernement royal fait remarquer que l'Autriche—Hongrie a adhéré au protocole du 17 janvier 1871 joint au Traité de Paris, par lequel les puissances signataires déclaraient ne renoncer aux clauses du Traité qu'après entente; le gouvernement royal ne saurait donc accepter l'annexion de la Bosnie—Herzégovine, qui constitue une violation du Traité de Berlin.

Mois	Jour	Pays	
Octobre	9	Angleterre	Le »Times« publie le texte d'une convention secrète du 13 Juillet 1878 entre la Turquie et l'Autriche—Hongrie, garantissant les droits souverains du Sultan sur les Provinces occupées.
»	9	Serbie	Un ukase royal a convoqué les 120000 hommes de la première réserve. (Times.)
»	9	Russie	La Russie va proposer une Conférence internationale pour régler la nouvelle situation dans les Balkans
»	12	Turquie	Les ambassadeurs des cinq grandes puissances ont remis aujourd'hui une note relative à une Conférence internationale qui se réunirait dans le but de donner aux changements dans les Balkans un statut légal, et des compensations à la Turquie, à la Serbie et au Monténégro.
»	12	»	Le boycottage des marchandises autrichiennes prend des proportions énormes.
»	12	Hongrie Autr.—	On annonce que l'Autriche ne consentira à aller à la Conférence que si des puissances s'engagent à ne pas discuter le fait de l'annexion des Provinces.
»	12	Angleterre	M. Iswolski a conféré avec Sir Ed. Grey, à Londres, sur la crise orientale. En réponse à la note monténégrine protestant contre l'annexion des Provinces, Sir Ed. Grey a envoyé à Cattigne un télégramme où il a affirmé que l'annexion était une violation du Traité de Berlin qu'on ne pouvait reconnaître sans le consentement de toutes les puissances.
»	12	Serbie	La skouptchina a voté un crédit de guerre de 16,000.000 frs.
»	20	France	M. Thomson, ministre de la marine, a démissionné.
»	20	»	Le Prince de Radolin, ambassadeur d'Allemagne à Paris, a demandé aujourd'hui à M. Pichon que le gouvernement français fit des excuses à l'Allemagne touchant l'incident de Casablanca. Le ministre a refusé. Le Prince de Bülow a fait une démarche identique près de M. Jules Cambon, ambassadeur de France à

Mois	Jour	Pays	
Octobre	20	France	Berlin, et a parlé du rappel possible du Prince de Radolin.
»	23	Angleterre	Le »Times« publie l'arrangement anglo-russe relatif à la Conférence.
»	26	»	Une note anglaise est publiée démentant le bruit que l'Angleterre aurait intrigué pour arrêter les négociations austro-turques.
»	28	»	Le »Daily Telegraph« publie une interview de l'Empereur Guillaume, offensante pour l'Angleterre.
»	28	Autriche	Des manifestations anti-allemandes ont lieu à Prague.
»	31	Bulgarie	Les réservistes renvoyés, M. Laptcheff est parti à Constantinople pour négocier.
Novembre	3	États-Unis	M. Taft a été élu Président par le Congrès avec plus de 100 voix de majorité.
»	8	France	Un accord touchant l'incident de Casablanca est intervenu entre la France et l'Allemagne.
»	10	Allemagne	Le Reichstag a discuté l'interview de Guillaume II. Le Prince de Bülow a laissé attaquer l'Empereur, et l'a attaqué lui-même.
»	10	Turquie	Une note turque a été transmise à Londres expliquant l'attitude du gouvernement impérial.
»	14	Chine	L'Empereur est mort.
»	15	»	L'Impératrice douairière est morte.
»	19	Turquie	Le programme turc pour la Conférence a été envoyé aux puissances.
»	27	Russie	Le »Times« affirme que la note russe envoyée en réponse à la dernière note autrichienne insiste sur la libre discussion à la Conférence de l'annexion.
»	29	Autriche	Manifestations sanglantes à Prague.
Décembre	1	»	Les manifestations continuent à Prague.
»	2	»	L'état de siège est proclamé à Prague,
»	2	»	L'Empereur a fêté aujourd'hui son jubilé.
»	4	Haïti	Le »Times« annonce que la révolution s'est accomplie sans coup férir. Le président Nord Alexis est en fuite.
»	7	Allemagne	Le Prince de Bülow a fait un discours sur la Politique extérieure de l'Empire.

Mois	Jour	Pays	
Décembre	11	France	Les journaux annoncent qu'une détente se produit entre Vienne et Constantinople d'une part, Vienne et Saint-Pétersbourg de l'autre. Il n'est plus question du rappel du marquis Pallavicini.
»	12	Autr.— Hongrie	Une note austro-hongroise, conçue dans un esprit de conciliation, est envoyée à Constantinople.

ANGLETERRE ET HONGRIE.

Les événements de ces deux derniers mois ont donné une preuve nouvelle de l'incapacité ou de la mauvaise volonté du public anglais à comprendre la position indépendante occupée par la Hongrie dans la Monarchie dualiste. Exactement comme s'il n'y avait pas eu de 1848*) et de 1867**), comme si Kossuth et Deák n'avaient jamais existé, nos journaux, à peu d'exceptions près, parlent chaque jour de l'Annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'*Autriche*, des négociations entre la Turquie et l'*Autriche*, de la possibilité d'une mobilisation de l'armée *autrichienne*. Quoique Budapest ait acquis une importance nouvelle en devenant le centre des communications télégraphiques entre Londres et Constantinople, les vieilles idées erronées continueront probablement à exister jusqu'à ce que la Hongrie décide que le temps est venu pour la création *d'une représentation diplomatique séparée*, et jusqu' à ce que les grands journaux anglais envoient, comme corollaire à la disposition précédente, des correspondants spéciaux expédiant leurs informations directement de la capitale hongroise à la capitale britannique, informations

qui seraient ainsi soustraites à l'influence du Bureau de la Presse autrichienne, si merveilleusement organisé, à celle des Juifs et des Allemands de Vienne et de Berlin. Pour le moment, pourtant, la Hongrie a eu peut-être raison de s'effacer ainsi qu'elle l'a fait, parceque l'odieux, résultant de la violation du Traité de Berlin, de l'annexion des provinces bosniaques, a rejailli presque entièrement par l'Autriche, encore que ce dernier pays soit incomparablement moins intéressé dans les derniers événements que ne l'est la Hongrie.

L'Angleterre est encore toujours hypnotisée par les lieux communs, et la grande classe moyenne continue à avoir foi dans la fable longtemps caressée de l'inviolabilité des traités, de la nécessité que toutes les parties contractantes donnent leur consentement à leur résiliation. Cependant l'histoire a prouvé surabondamment que les conventions internationales ne conservent leur force que jusqu'au moment où l'une des Puissances signataires se sent assez vigoureuse pour pouvoir préférer des considérations d'intérêt à la conservation de sa réputation de probité diplomatique. Le cri de vertu offensée poussé récemment par toute la presse anglaise prouve l'oubli momentané de cette locution familière qui dit que les promesses, comme les croûtes des Vol-au-Vent, sont faites pour être brisées, un oubli qui ne tardera pas à disparaître lorsqu'une nouvelle combinaison des forces montrera que le temps est venu pour l'Angleterre de mettre fin à l'occupa-

tion *temporaire* de l'Égypte. L'Angleterre est parfaitement convaincue qu'il n'est pas moins impossible à l'Autriche-Hongrie d'abandonner ses droits sur la Bosnie-Herzégovine, qu'à elle-même de laisser l'Égypte retomber dans la barbarie caractéristique d'un régime de corvées et de courbache, ou de permettre que la surveillance du Canal de Suez passât entre les mains de fer de l'Empire allemand.

Les doctrinaires, qui croient que les destinées du monde dépendent de l'observation scrupuleuse de certains préceptes philosophiques, se lamentent sur la violation du Traité de Berlin; ils s'imaginent que par là, les principes de la morale diplomatique ont reçu un choc qui les a ébranlés; ils disent, qu'à moins qu'une nouvelle Conférence se réunisse pour donner aux changements territoriaux un statut légal, établi dans un nouveau traité, les espérances fondées sur les arbitrages du Tribunal de la Haye, considérés aujourd'hui comme doués de moins d'efficacité encore que les décisions *ex cathedra* d'une Société de Conférences, resteront plus fragiles que jamais.

Un autre parti, malheureusement moins nombreux, celui-là même qui donne à la Hongrie sa grande importance au point de vue de l'équilibre des Puissances en Europe, regrette les événements récents et en craint les résultats pour une raison différente, et d'ordre plus pratique.

Ce parti voit la Hongrie enserrée dans un dilemme, dont elle ne peut, semble-t-il, s'échapper. Ou bien, il faut que la Hongrie abandonne son

droit constitutionnel de réclamer la réincorporation de ses anciennes possessions, la Bosnie et l'Herzégovine, parmi les pays de la Sainte-Couronne, ce qui constituerait un signe de faiblesse et de servitude vis-à-vis de Vienne, venu à un fort mauvais moment; ou bien elle maintiendra ce droit, et en ce cas, les éléments mécontents des nationalités non magyares, éléments qui ne sont que trop nombreux, recevant un formidable appoint d'énergie neuve, la résistance aux mouvements serbe et croate deviendrait encore plus difficile. La troisième alternative, dans laquelle les deux provinces resteraient un je ne sais quoi de commun à la fois et d'indépendant, qu'on changerait plus tard en quelque chose de nécessairement contraire aux principes essentiels du dualisme, et par conséquent de nature à diminuer l'importance de la Hongrie considérée comme gage de la paix européenne, cette alternative semble aux amis des Magyars comme grosse de conséquences plus graves encore.

En Angleterre, on explique l'incompréhensible attitude de la Hongrie en pensant que son consentement à ces dangereuses entreprises avait été le prix de l'assentiment donné par la Couronne à la nouvelle Loi Électorale que, bien que la presse n'en ait donné que des résumés succincts, certains ont déjà irrévocablement condamnée comme n'étant ni sincère, ni honnête. Les réclames et les attrappes ordinaires des doctrinaires: suffrage universel, souveraineté populaire, traditions libérales et tout le reste, cachent à la

nation les considérations essentielles de la politique intérieure. L'Angleterre est comme ce renard, qui, ayant perdu sa queue, espérait convaincre tous les renards ses frères des avantages qu'il y a à vivre sans queue; [cette comparaison est peut-être mal choisie, puisque l'Angleterre démocratique serait plutôt un exemple, s'il y en avait un, d'une tête entraînée par la queue, bien que, avec ses possessions immenses, où tant de races et d'intérêts divergeants sont représentés, elle serait le dernier pays qui pût abandonner ses destinées au hasard des caprices de masses ignorantes qui ne comprennent ni les avantages, ni les obligations inhérentes à un empire colonial.]

L'Angleterre a précipité aveuglement l'extension du droit électoral, et aujourd'hui elle en souffre les conséquences naturelles. Les hommes d'État sont remplacés par des démagogues, et nous avons le spectacle d'un retour du pouvoir à un soi-disant parti libéral, disposant d'une énorme majorité, et sorti d'une campagne électorale menée à l'aide du cri manifestement mensonger de »l'esclavage chinois dans l'Afrique Australe«. Un pareil résultat ne saurait se produire, si l'intelligence n'était pas subordonnée au plus grand nombre, et si un système semblable à celui qu'on propose en Hongrie avait été introduit en Angleterre.

Heureusement, les hommes d'État hongrois ne se laisseront influencer par les fausses conceptions des ignorants, en poursuivant la tâche dont la bonne exécution a une si immense

importance au point de vue de l'avenir même du pays. Ils resteront indifférents aussi aux machinations des gens qui se sont chargés de propager sur le rôle de l'Angleterre des notions mensongères; qui prétendent que l'Angleterre essaie de troubler la paix continentale dans l'espoir de pêcher en eau trouble, que le boycottage des produits hongrois et autrichiens en Turquie est dû à des intrigues britanniques, que les Serbes reçoivent des encouragements de Londres, dans l'intention de faire profiter un rejeton de la Maison Royale d'un renversement possible de la dynastie des Karageorgevitch. [Cette dernière calomnie est plus spécialement stupide que les autres, si l'on se donne la peine de réfléchir qu'un Prince anglais, qui a refusé la couronne de Cobourg en disant qu'il aimait mieux être un gentleman anglais qu'un Prince allemand, ne peut avoir l'intention d'abandonner une position assurée pour monter — qui sait pour combien de temps! — sur le trône souillé de sang du Konak de Belgrade, quand on veut bien se rappeler que la dernière chose à faire pour l'Angleterre est d'assumer la responsabilité d'un État continental situé hors de la portée des canons de notre flotte.] L'Angleterre peut être inconsidérée; cependant elle a assez d'intelligence pour reconnaître la source dont proviennent ces calomnies, et pour mépriser ceux qui s'efforcent de semer la discorde entre elle et la nation hongroise.

Les quelques années qui vont venir nous enseigneront l'importance capitale, aujourd'hui

imparfaitement comprise, de la Hongrie dans l'Orient européen, elles cimenteront définitivement une amitié anglo-magyare que la communauté des goûts et la similitude des institutions ont solidement assise déjà. La Hongrie à son tour va comprendre et apprécier ce fait que bien que l'Angleterre soit en train de subir une transformation, ce n'est pas un changement avant-coureur de la mort, mais bien une crise annonciatrice d'une renaissance, d'une vie nouvelle. C'est possible que l'histoire de l'Angleterre approche d'une conclusion, d'une fin; mais l'histoire de quelque chose de plus grand va commencer, celle d'un Empire Britannique commercialement fédéré; se suffisant à lui-même, partant, sans ambitions. Les jours du Libre-Échange sont comptés, aussi bien que ceux de la subordination de la Hongrie aux intérêts économiques de l'Autriche. La première conséquence du nouvel état de choses sera l'exclusion partielle des produits allemands du marché anglais et des colonies anglaises; l'Allemagne cherchera alors des compensations ailleurs. Les colonies allemandes, avec leur armée de fonctionnaires et leur absence totale de colons véritables, continueront à rester, sinon absolument inutiles, du moins plus onéreuses que profitables. A l'ouest, les États-Unis, à l'est, le Japon, barrent la route. L'Allemagne devra donc évidemment chercher ses compensations dans l'Europe orientale, et, s'appuyant sur l'asservissement de l'Autriche, les Allemands s'efforceront d'étendre les tentacules

de leur Zoll-Verein, sur un empire de plus en plus grand. Si le commerce grandissant de la Hongrie ne veut point être absorbé, il semble que les Hongrois doivent conquérir la liberté de conclure leurs traités commerciaux sans égard pour les Autrichiens, car l'histoire prouve que la subordination commerciale n'est que la première étape vers l'asservissement politique.

C. M. Knatchbull-Hugessen.

LA HONGRIE ET LA CRISE ORIENTALE.

Les événements actuels travaillent sans conteste au profit de la Hongrie. Mais il dépend des Magyars d'en assurer une suite logique par une politique appropriée, tant vis à vis de l'Empire Ottoman, en voie de régénération qu'envers les nationalités slaves du Sud.

La Turquie se débarrassera de plus en plus de la tutelle internationale, à mesure qu'elle assainira ses institutions. Mais elle aura besoin, pour longtemps encore, de s'appuyer, du côté de l'Occident, sur une Puissance amie, co-intéressée à son développement propre. L'amitié de l'Allemagne pour le peuple turc offrait je ne sais quoi d'artificiel et même de paradoxal. Celle de la Hongrie repose sur des affinités géographiques et traditionnelles faciles à cultiver.

Mais les Magyars ne sauraient perdre de vue, par ailleurs, que, pour pratiquer avec sécurité et succès une politique orientale, ils doivent s'efforcer d'amortir chez eux-mêmes et autour d'eux, les rancunes, les suspicions, les antipathies du monde slave. S'ils ne parviennent pas, notamment, à la conquête morale des Serbes et des Croates — oeuvre de patience et de doigté, — ceux-ci risqueront toujours d'être, entre les mains des États

hostiles au développement de la Hongrie, et notamment dans celles de l'Autriche, un instrument, plus ou moins offensif, de désagrégation à l'intérieur.

De la sagesse qu'apportera la nation magyare à poursuivre parallèlement ce double objectif dépendra enfin l'avenir de son commerce maritime, c'est à dire en somme sa consécration comme grande Puissance continentale. Par le Turc elle arrivera à prendre assiette dans la mer Egée, et par le Slave sur l'Adriatique.

Charles Loiseau.

LA RIVALITÉ ANGLO-ALLEMANDE.

La question des rapports entre l'Angleterre et l'Allemagne est, dans la politique européenne, la plus importante et la plus grave. Elle est grave non seulement en elle-même, mais aussi et surtout par les conséquences qu'elle exerce sur les affaires en apparence tout à fait différentes et très-éloignées. A tout instant, elle est cause que l'Europe se trouve départagée en deux camps, ce qui n'est pas pour faciliter la solution des différends.

Par exemple, la Révolution jeune-turque éclate à Constantinople; des patriotes ottomans, qui méritent (sans l'avoir malheureusement obtenue) toute la sympathie agissante du monde civilisé, se proposent de régénérer la Turquie. Cela n'a, semble-t-il, rien à voir avec la rivalité anglo-allemande, et cependant, dès les premières semaines, la Révolution jeune-turque se traduit par un conflit d'influences à Constantinople entre l'Angleterre et l'Allemagne. Les Allemands, protecteurs et amis d'Abdul Hamid, se sentent atteints par l'avènement d'un régime nouveau; les Anglais se réjouissent de ce régime; l'Allemagne ne fait rien pour l'empêcher, et peut-être même encourage-t-elle l'Autriche à annexer la Bosnie-Herzégovine; l'Angleterre jette feux et flammes aussitôt qu'elle apprend cette annexion; la diplomatie russe, d'accord avec la France, propose une conférence internationale pour donner aux changements balkaniques un statut légal; mais il suffit que M. Iswolsky aille à Londres, il suffit que les Anglais, pourtant peu favorables d'abord à la Confé-

rence, se rangent à la proposition russe, pour qu'aus-
sitôt cette proposition soit très-froidement accueillie à
Berlin. Ici encore, c'est la rivalité de l'Angleterre et de
l'Allemagne qui domine toute la question.

Par elle, les difficultés les plus légères acquièrent
tout de suite une réelle gravité. Or, il est malheureu-
sement à craindre que cette opposition, loin de dimi-
nuer, n'aille au contraire en s'aggravant. Ce sentiment
d'inquiétude, de malaise, cette sorte de cauchemar
qui pèse sur l'Europe proviennent justement de là.

Si quelque chose en Angleterre était de nature à
amener une amélioration dans les rapports avec
l'Allemagne, c'était la présence au pouvoir d'un minis-
tère libéral. Ce ministère compte de très-sincères amis
de l'Allemagne; quelques uns de ses hommes les plus
éminents comme *M. Haldane*, le ministre de la guerre,
Winston Churchill, le président du *board of Trade*,
appartiennent à un groupe germanophile qui a reçu
le nom de *Potsdam Party*. De plus, et cette vérité
s'applique à tous les pays, un gouvernement radical
est toujours à court d'argent, par suite de l'accomplis-
sement des réformes sociales en très-grand nombre,
en trop grand nombre, à ses électeurs. Il hésite à
créer des impôts nouveaux par crainte de l'impopu-
larité; sa seule ressource donc est de prendre sur le
budget de la guerre les sommes nécessaires à la
réalisation des lois sociales. Et, en effet, depuis trois
ans que les libéraux sont au pouvoir, le budget de
la marine avait été sensiblement diminué.

Mais la force même des choses, l'instinct de con-
servation qui agit d'une manière si puissante sur le
tempérament britannique, viennent brusquement de
mettre un terme à cette diminution. Les libéraux,
sentant que l'opinion publique allait se retourner
contre eux s'ils s'obstinaient à ne pas accroître
la marine anglaise en proportion des accroissements
maritimes allemands, viennent de prendre un éner-

gique parti; dernièrement, M. Asquith a déclaré au Parlement que le gouvernement s'en tenait à la doctrine célèbre connue sous le nom de *two powers standard*. Cela veut dire que l'Angleterre s'impose l'obligation d'avoir une flotte supérieure à celle des deux plus puissantes flottes du monde combinées. Pour cela, l'Angleterre se voit dans la nécessité immédiate de mettre en chantier six ou sept cuirassés monstres du type *Dreadnought*.

La course aux armements va donc recommencer de plus belle. Et cela n'est pas fait pour rendre meilleurs les rapports qui existent entre les deux pays.

Raymond Recouly.

L'AFFAIRE DU CHEMIN DE FER DE MITROVITZA.

La Question d'Orient s'est réveillée cette année avec une intensité toute nouvelle. Et le premier acte de la pièce qui se joue en ce moment dans les Balkans — pièce qui pourrait fort bien finir par une tragédie — fut l'affaire du chemin de fer de Mitrovitza.

On sait que depuis l'occupation (*temporaire*) de la Bosnie—Herzégovine, le gouvernement autrichien a poussé activement le développement du réseau bosniaque, qui se raccorde à Brod aux chemins de fer hongrois, et qui a pour centre naturel la ville de Serajevo. A l'est de Serajevo, le rail autrichien atteint la frontière turque à Uvac, sur la limite du sandjak de Novibazar.

D'autre part, la compagnie allemande du chemin de fer du Vardar a construit une voie reliant Uscub à la ville de Mitrovitza; la distance entre Mitrovitza, terminus ottoman, et Uvac, terminus bosniaque, peut être évaluée à 120 kilomètres au plus.

Il était à prévoir qu'un jour ou l'autre l'Autriche chercherait à relier son réseau à Mitrovitza, et s'assurerait ainsi un débouché direct sur la mer Égée. Rien de plus naturel que cette intention, et rien de plus facile que de négocier avec les puissances intéressées, en vue d'établir un plan du réseau Macédonien, dont la nouvelle ligne devait former en quelque sorte l'annexe.

Mais en toute chose, il y a la matière, et la manière.

Au mois de Janvier, les négociations marchaient bon train à Constantinople entre la Porte et les

Ambassadeurs au sujet du renouvellement du mandat des officiers chrétiens de la gendarmerie macédonienne. La Porte, comme toujours, se dérobait, et le concert européen devait agir avec un ensemble parfait et une vigueur peu commune pour arriver au résultat désiré.

Or, brusquement, cet accord sembla rompu.

Le 27 janvier en effet, le baron Aerenthal, ministre des affaires étrangères d'Autriche—Hongrie, déclarait aux Délégations que »le marquis Pallavicini, ambassadeur à Constantinople était chargé d'obtenir de Sa Majesté le Sultan l'autorisation de faire exécuter les travaux préliminaires d'un chemin de fer reliant par Uvac et Mitrovitza les réseaux bosniaque et ottoman«.

Le 31, le marquis Pallavicini faisait la démarche en question, et le 3 Février, un iradé impérial autorisait le ministère turc des travaux publics à entreprendre les travaux préliminaires.

* * *

L'affaire souleva en Europe une véritable tempête de protestations. La Russie, sentant son influence menacée en Macédoine, par l'organe de ses journaux officieux, condamna l'acte du baron d'Aehrenthal, et menaça même de rappeler son ambassadeur; il ne fallut rien moins que le tact et une subite indisposition du prince Ourousof pour amener une détente. L'Italie, craignant de se voir supplanter en Albanie, fut unanime à blâmer l'initiative autrichienne. L'Angleterre protesta au nom des traités, la France au nom de l'action internationale en Turquie.

Il y avait en effet plusieurs points de vue à considérer, même en laissant de côté les points de vue proprement russe et italien. Il y avait d'abord le traité de Berlin, dont l'article 25 fait allusion aux »routes militaires et commerciales« que l'Autriche a

le droit de construire dans le Sandjak de Novibazar. De ce côté donc, point de difficultés. D'autre part, l'accord austro-russe du 29 avril 1897 stipulait que les deux gouvernements maintiendraient la paix générale, l'ordre et le statu quo dans les Balkans. Or, il n'est pas douteux que le chemin de fer de Mitrovitza rompait l'équilibre, modifiait le statu quo en faveur de l'Autriche, en lui donnant une voie d'accès vers Salonique absolument directe, évitant tout territoire serbe ou bulgare. Il ne faut pas oublier en effet que le chemin de fer du Sandjak devait avant tout être un chemin de fer militaire, à voie étroite, faisant suite aux voies non moins étroites du déplorable réseau bosniaque, allongeant la distance de Vienne à Salonique de près de 280 kilomètres en comparaison de la ligne de Belgrade — Nisch, il ne pouvait prétendre avant longtemps à un trafic vraiment sérieux. Mais il permettait de concentrer des troupes sur les frontières de la Vieille Serbie, aux limites de la Macédoine, il permettait d'installer d'un bout à l'autre du Sandjak de ces postes militaires dont l'Autriche sait — on sait avec quelle habileté et quel mystère — faire peu à peu de grosses garnisons ; il donnait en un mot à l'Autriche une situation militaire formidable en Orient, de nature à troubler le statu quo par la menace toute proche d'une rupture d'équilibre devenue facile à produire.

Il y avait enfin lieu de se demander si l'initiative du baron d'Aehrenthal ne venait pas donner le coup de grâce à ce programme de réformes que l'Autriche et la Russie avaient élaboré en 1903 à Muerzsteg. Il ne faut pas oublier que les réformes macédoniennes ne pouvaient être obtenues que par une action énergique, unanime et désintéressée des puissances à Constantinople ; or il, est hors de doute que l'une des puissances ayant négocié avec la Porte des avantages personnels, l'entente et l'unanimité étaient rom-

pues en fait. L'Autriche, en acceptant un bakschich de la Porte, selon la forte expression de M. Lautier, enlevait au Concert des puissances toutes chances d'obtenir pour les chrétiens de Macédoine le minimum de liberté et de sécurité auquel chaque peuple a droit. Du reste, le télégramme expédié de Constantinople le 3 février au *« Temps »* prouve que la Porte avait bien compris la démarche de M. Aehrenthal de cette façon là.

*
*
*

La presse allemande s'identifia avec la politique de l'Autriche: il suffit de regarder la carte pour constater l'importance que présente pour la pénétration germanique la ligne purement austro allemande de Vienne-Uvac Salonique.

La plus grande partie de la presse hongroise soutint de même le point de vue autrichien. Et c'est là ce qu'on comprend moins.

En effet, la Hongrie n'avait aucun intérêt à s'associer à une politique qui lésait les états slaves des Balkans sur lesquels doit forcément s'appuyer le rôle futur de la Hongrie en Orient, rôle civilisateur, pacificateur, et conservateur de l'équilibre. D'autre part, le projet autrichien était de nature à menacer le trafic des chemins de fer hongrois; il ne faut pas oublier que la ligne Salonique — Uskub — Serajevo, qui n'est en contact avec le réseau autrichien que par les lignes Brod—Zagrab—Steinbrück et Brod—Pécs—Budapest—Marchegg des chemins de fer de l'État Hongrois, se continue également à partir de Serajevo vers Jajce, dans la vallée de la Vrbas. A 73 kilomètres de Jajce, dans la même vallée, commence à Banjaluka la ligne autrichienne de Banjaluka à Doberlin, rattachée à la grande voie Zagrab—Brod par un tronçon hongrois. Or, la ligne Zagrab—Brod elle-même n'appartient à l'État hongrois que partiellement: de Sziszek à Zagrab, elle fait partie du

réseau autrichien de la Südbahn. De Banjaluka à Steinbrück, il existe donc une ligne *autrichienne*, hongroise seulement de Sziszek à Doberlin, sur 53 kilomètres. En exécutant la jonction Banjaluka-Jajce, chose aisée puisqu'il ne s'agit que de remonter la Vrbas, et puisque la diligence elle-même franchit les 73 kilomètres en question dans l'espace de huit heures, on obtiendrait une ligne directe Vienne—Steinbrück—Banjaluka—Serajevo, que la jonction Uvac—Mitrovitza pourrait prolonger jusqu'à Salonique, et qui n'emprunterait les voies de l'État hongrois que sur 53 kilomètres. Une fois le réseau bosniaque reconstruit, ce qui ne saurait tarder, une fois les lignes de Jajce à Serajevo et de Serajevo à Uvac mises en état de supporter un trafic sérieux, rien de plus aisé que de faire passer tout le transit Ouest — Est par là. La ligne hongroise Marchegg—Budapest—Belgrade se verrait supplantée, comme la ligne Bruck—Budapest—Orsova—Bucarest est en train de l'être par la voie austro-allemande Berlin—Lemberg—Bucarest. Il ne resterait à l'État hongrois, pour se consoler, que le majestueux mais souvent désert Orient-Express, ce qui serait tout de même insuffisant.

Résumons nous. Pour la Hongrie, le projet Aehrenthal signifiait :

1^o La brouille avec la Serbie et le Monténégro, menacés par la puissance militaire que le nouveau chemin de fer donnait à l'Autriche, c'est à dire la perte d'amitiés qui sont indispensables à la politique orientale de la Hongrie.

2^o Le développement de l'influence politique et économique de l'élément allemand en Turquie, c'est à dire la renonciation forcée à nos projets fort légitimes d'expansion commerciale dans les Balkans.

3^o La perte du trafic en transit Ouest-Est, c'est à dire la faillite prochaine de nos chemins de fer.

Cela est tellement vrai, qu'une personne haute-

ment compétente me disait à Budapest en Août dernier que le gouvernement hongrois lui-même s'était finalement opposé à la construction du chemin fer d'Uvac à Mitrovitza.

* * *

L'affaire du chemin de fer du Sandjak donna lieu à un échange fort actif de notes diplomatiques, l'alerte de Février passée. On parla de compensations à la Serbie sous forme de construction d'une voie Danube-Adriatique de Radujevatz à San Giovanni di Medua, à la Bulgarie en joignant Sistova et Sofia à Uskub. On trouvera les traces de ces négociations dans notre répertoire chronologique.

F. de Gerando.

LA HONGRIE ET LA CRISE BALKANIQUE.

Nul pays, plus que l'Autriche—Hongrie, ne sent aujourd'hui avec plus d'intensité, le danger immédiat de l'incendie qu'on s'est plu à déchaîner dans les Balkans. N'est-ce pas étrange de voir la séparation de la Bulgarie d'avec l'Empire Ottoman se réduire à une simple question d'indemnité, alors que l'affaire de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, sanctionnant simplement un état de choses qui existe depuis trente années, et partant, moins grave, nous entraîner vers une guerre européenne ?

Quelle est la cause de tout cela ? On la doit chercher uniquement dans l'égoïsme de l'Autriche, dans l'aveuglement habituel de la diplomatie autrichienne.

L'égoïsme de l'Autriche demande de nouvelles conquêtes en Orient, un agrandissement territorial de la monarchie dualiste, sans se préoccuper des intérêts et des sentiments des peuples balkaniques, étant bien incapable même de comprendre clairement ses propres intérêts.

La perspicacité des ministres autrichiens ne s'est pas démentie depuis trente ans ; alors, ces ministres prétendaient conquérir la Bosnie avec un bataillon et une musique militaire ; aujourd'hui, ils s'imaginent pouvoir annexer cette même Bosnie en publiant dans le Journal Officiel un rescrit impérial, en lançant par le monde quelques proclamations.

La promenade militaire de 1878 fut une terrible campagne, qui coûta à la monarchie — à la Hongrie surtout — des centaines de mille hommes tués, blessés

ou devenus invalides, sans compter les centaines de millions qu'on dépensa pour cette expédition qui n'était même pas une conquête.

L'annexion, elle, a suffi pour nous aliéner la sympathie de toutes les nations, à l'exception de celle des Allemands; elle a chassé notre commerce et notre industrie de son marché naturel, parce que proche, du marché oriental; elle nous a entraînés au seuil d'un conflit européen, et d'une crise intérieure de la monarchie.

Tout cela est l'oeuvre, disons-nous, de l'égoïsme autrichien, de la maladresse de la diplomatie impériale; car ni la Hongrie, ni le peuple hongrois n'ont voulu cela.

Il n'y a pas longtemps, un grand journal anglais a posé la question de savoir exactement l'opinion de la nation magyare sur l'annexion. On pourra connaître maintenant cette opinion, si différente de l'attitude prise par les cercles officieux. Nous sommes là pour crier à l'Europe que notre pays ne veut pas de l'annexion. Pas plus qu'en 1878, il n'a désiré l'occupation, elle ne veut aujourd'hui l'annexion.

Nous n'en voulons pas, à telle enseigne que nous sommes prêts à sacrifier en cette occurrence nos traditions historiques. Car, le peuple hongrois sait nettement que l'incorporation de la Bosnie-Herzégovine ne serait pour lui qu'un désastre, loin d'être un avantage. Du reste, cela est vrai aussi de l'Autriche, mais elle est incapable, aveuglée qu'elle est par son immense égoïsme, de voir clairement son intérêt.

On se souvient que, lorsqu'il y a trente ans, on a forcé la Hongrie à prendre part à l'occupation des provinces bosniaques, la Hongrie tout entière a protesté violemment.

Au sein du Parlement, l'opposition lutta désespérément contre le vote des lois prescrivant l'annexion, sous la conduite de son grand chef, le jeune comte

Albert Apponyi. Le combat parlementaire dura de long mois, pendant que les meetings succédaient aux meetings, les manifestations aux manifestations, par toute la Hongrie, pour protester contre une mesure abhorrée.

Tout cela ne servit à rien. Le favori de la Cour, Koloman Tisza, président du conseil de Hongrie, fit passer la loi avec quelques voix de majorité.

C'est alors que le comte Apponyi tomba en disgrâce; c'est l'occupation, sanctionnée au moyen de toute la corruption possible, qui rendit Tisza si cher aux cercles viennois.

La Hongrie, et la nation magyare, qui vit ses régiments, ses enfants, menés dans la lutte et massacrés, la Hongrie n'a rien gagné durant trente années à cette occupation, et a seulement supporté la plus grande partie des charges qui en résultèrent, après l'avoir payée de son sang. Les provinces conquises par nos soldats devinrent des provinces autrichiennes.

Aujourd'hui, l'annexion est un fait accompli, et nous ne savons que faire des contrées annexées. Les prédictions du comte Apponyi se sont entièrement réalisées.

La Hongrie a évidemment un droit historique sur la Bosnie et l'Herzégovine, droit que les Diplômes de couronnement et les serments de ses rois ont, à chaque changement de règne, solennellement consacré. Cependant, tout patriote doit désirer que la Hongrie renonce à ces provinces, car il est clair que ce serait là un cadeau des Danaïdes, plein de dangers et de menaces.

La Hongrie est en effet depuis mille ans un pays constitutionnel, et par conséquent elle ne saurait gouverner les Provinces que constitutionnellement. Mais les étrangers qui peuplent ces Provinces apporteraient un si formidable appoint à la population non-magyare de la Hongrie, qu'il serait à craindre que la race hongroise fut submergée et dominée par les nationa-

lités. L'annexion, exécutée dans cette forme, serait de nature à provoquer en Hongrie les mêmes troubles qui aujourd'hui, malgré le suffrage universel, conduisent l'Autriche à la faillite du parlementarisme, à la désagrégation de l'Empire.

La Hongrie ne veut donc pas des Provinces, car ainsi l'exige son intérêt bien compris, sans compter qu'au courant de toute son histoire, elle n'a jamais cherché à opprimer les libertés d'autrui, mais au contraire à défendre les droits des faibles.

D'autre part, il ne nous est pas indifférent de voir les Provinces incorporées à l'Autriche, parce qu'alors l'anneau que les possessions autrichiennes forment autour de notre pays viendra à se resserrer encore, et la force de l'Autriche vis-à-vis de la Hongrie à augmenter.

L'idée que l'annexion des Provinces est aussi dangereuse pour l'Autriche que pour nous ne suffit pas pour nous consoler. Il est certain que l'annexion viendra renforcer et amplifier les luttes nationales qui agitent l'Autriche depuis le début de l'ère constitutionnelle, et compromettre l'hégémonie de la race allemande au profit des éléments slaves. Or, il convient de faire remarquer que l'intérêt de la Hongrie, puissance souveraine, vivant, dans l'exercice absolu de ses droits et prérogatives sous le sceptre d'un même souverain que l'Autriche, n'est pas de voir s'affaiblir son alliée car cet affaiblissement aurait pour elle-même les plus graves conséquences.

Comment sortir du dilemme?

En restant fidèles à l'esprit et à la lettre de l'acte de Berlin. L'acte de Berlin a donné à l'Autriche un mandat européen à l'effet d'occuper la Bosnie et l'Herzégovine, et d'y rétablir l'ordre compromis. L'ordre est rétabli, le mandat est donc expiré. Il devient donc indispensable que les Provinces fassent retour à la puissance qui est leur maîtresse aux termes de l'acte de Berlin, c'est à dire à la Turquie.

Il est hors de doute que cette restitution ne saurait avoir lieu que si le bénéficiaire consent à rembourser à l'Autriche—Hongrie les frais de sa gestion. Au contraire, aujourd'hui on proclama que l'Autriche et la Hongrie devraient reprendre une partie de la dette ottomane, comme compensation de la prise des deux provinces. Grand merci pour le marché: la Hongrie n'a pas d'argent pour acquérir des pays étrangers.

Si cependant, en égard à la régénération actuelle de la Turquie, le moment était mal choisi pour rendre à ce pays les Provinces, il serait facile de prolonger l'occupation jusqu' à ce que la Jeune Turquie, ayant touché terre comme Anteus se verrait assez fortement établie sur des bases constitutionnelles pour étendre sa souveraineté au delà de la Drina.

La question tellement délicate et si menaçante de l'annexion des Provinces ne saurait être résolue autrement par la nation hongroise.

La Hongrie veut donner une preuve nouvelle de ce qu'elle ne défend pas seulement ses droits et ses libertés, mais encore les droits et les libertés des autres peuples, comme elle l'a prouvé maintes fois dans le passé; elle veut que sa bonne foi et sa loyauté s'imposent au monde civilisé au moment même où de basses et sournoises calomnies ont entrepris de les ternir.

La Hongrie ne veut et ne désire aucun agrandissement territorial; elle respecte l'indépendance, la susceptibilité, même les illusions des nations plus petites qui vivent autour d'elle, respecte les conventions internationales, et souhaite de tout coeur vivre en bonne intelligence et bonne amitié, avec ceux qui lui ont marqué même le plus d'hostilité dans le passé. Nous avons lutté durant des siècles contre les Turcs par suite de malentendus et d'erreurs déplorables: nous ne demandons qu'à sceller aujourd'hui par

une solennelle réconciliation l'amitié inébranlable que nous souhaitons voir se nouer entre nos deux nations.

*

Nous sommes heureux d'avoir pu offrir à nos lecteurs, l'article d'un de nos plus illustres écrivains, traitant de façon géniale la question bosniaque.

L'INDÉPENDANCE BULGARE.

Le peuple bulgare a brisé solennellement le mince chaînon qui l'attachait encore à la Turquie. Il est libre de nom, comme il l'était de fait. A Tirnovo, dans la capitale même de son passé, et de ses traditions, il a fait cesser ce qui n'était plus d'ailleurs qu'une illusion. Son prince, qui maintenant est son Roi, n'a pu demeurer insensible ou inférieur à un voeu d'une si magnifique unanimité. S'il a su choisir l'heure, avec cette profondeur et cette finesse tout ensemble, qui caractérisent son règne, il n'a fait qu'interpréter souverainement la volonté d'une nation.

Et, en vérité, si l'élan de la Jeune Turquie vers la liberté était beau, et s'il n'a laissé personne indifférent, celui-là ne l'est pas moins, celui-là aussi a provoqué la joie de tous les coeurs généreux. Car il n'est rien de plus grandiose que ces heures — là, dans la vie des peuples, et il faut les saluer au passage, avec des voeux ardents pour tout ce qu'elles promettent

Alexandre Hepp.

L'INCIDENT DES DÉSERTEURS DE CASABLANCA.

Le samedi 26 Septembre, on apprenait à Paris que six soldats de la légion étrangère ayant tenté de désertre, à Casablanca, sous la conduite et la protection officielle du vice-consul d'Allemagne, et les marins français sous le commandement de M. le lieutenant de vaisseau Tournemire s'étant opposés à leur embarquement, une bagarre se produisit, au cours de laquelle le vice-consul d'Allemagne, M. Just, bouscula les marins, et fut lui-même menacé par le revolver d'un marin.

La nouvelle, pourtant imprécise et forcément inexacte, produisit à Paris le plus vif émoi. »Lorsque, le samedi 26 septembre, -- écrivait *l'Illustration*, on connut dans le public l'incident, chacun eut l'intuition qu'il était sérieux, et qu'il serait peu aisé à régler. L'instinct populaire flairait un danger. L'instinct populaire ne se trompait point.«

En effet, aussitôt la nouvelle arrivée, la presse allemande, toujours si unanime contre la France quand celle-ci a manifestement raison, se déchaîna avec une extrême violence. »L'acte des marins français est une provocation, écrivait l'officieux *Lokalanzeiger*.« »Il n'y a pas de doute que l'attitude des soldats français envers les fonctionnaires du Consulat allemand à Casablanca a été complètement contraire au droit, et qu'il n'y a pas d'excuse, ni pour les menaces, ni pour les violences, dont ces dits fonctionnaires furent l'objet... Aussi, l'affaire sera-t-elle traitée par l'Allemagne avec l'énergie justifiée par les circonstances et par la gravité

des actes commis... « Ce communiqué gouvernemental paraissait dans la *Gazette de Cologne*.

Les détails cependant arrivaient, et montraient l'événement sous un autre jour. On apprenait qu'il existait à Casablanca, sous le patronnage du Consulat impérial, une véritable Agence de désertion, fondée par le correspondant de la *Gazette de Cologne*, M. Sierers, où les soldats désireux de quitter l'Afrique recevaient de l'argent, des vêtements, des conseils.

On sut ensuite que des six protégés du consul allemand, il n'y en avait que trois d'Allemands; il y avait en outre un Autrichien, un Russe, et un Suisse.

La police française avait entre les mains un laissez-passer portant le cachet officiel et remis par le Consul d'Allemagne à son chancelier :

„KAISERLICH DEUTSCHES KONZULAT
IN CASABLANCA

Monsieur Just, chancelier du Consulat d'Allemagne, est chargé d'embarquer les six personnes qu'il accompagne.

Le consul impérial d'Allemagne
(sceau) LUDERITZ

On avait donc une preuve évidente que le gouvernement allemand désirait favoriser la désertion des soldats français, à quelque nationalité qu'ils appartenissent.

Enfin, il fut établi que non seulement le chancelier n'avait pas été frappé, mais encore qu'il avait lui-même frappé et menacé les représentants de l'autorité française. Nous n'avons ici qu'à citer les termes mêmes du rapport de M. Pordé, commissaire de police à Casablanca, d'après la publication qui en a été faite dans *l'Illustration* du 18. Novembre 1908.

«M. Just, écrit-il, appela une barque retenue d'avance et descendit la rampe du port suivi par un mokhazeni et par les déserteurs. Mais deux caporaux légionnaires, de service à la Marine, reconnaissant les déserteurs, voulurent les arrêter. L'un d'eux appréhende Malepa.*) Aussitôt intervient M. Just qui, saisissant par derrière les deux poignets du caporal, lui fait lâcher prise . . .»

Aussitôt, la barque cingle vers le large, mais, mal manoeuvrée, elle échoue et se brise sur un rocher, près du quai. Les marins accourent pour arrêter les déserteurs. Le lieutenant Tournemire se jette à la nage, et ramène Malepa qui nageait vers la haute mer. Just lui remet alors le laissez-passer, mais naturellement, l'officier refuse de discuter.

« . . . M. Just, furieux, voulut alors empêcher les marins français d'arrêter les déserteurs . . . Il frappa d'un coup de poing à la tête le marin Klein, qui tomba à terre, et repoussa brutalement un second marin qui, pour ne pas tomber, fut obligé de se cramponner aux vêtements du chancelier. Les marins ne répondirent pas aux coups. Cependant, hors de lui, M. Just leva la main sur l'enseigne de vaisseau de Soria qui accourait et qui, pour tenir le chancelier en respect, dut sortir son revolver . . .»

Le mokhazeni du Consulat d'Allemagne cassait pendant ce temps la canne de M. Just sur le dos de quelqu'un. (La photographie de cette canne cassée en deux a été publiée dans *l'Illustration*.)

Tout cela prouvait surabondamment la bonne foi et le bon droit des autorités françaises. Aussi, l'opinion publique, la presse, la nation tout entière fut unanime à acclamer le gouvernement quand il refusa de faire des excuses. Dans la rue, les gens ne causaient plus que de « cela ; il y avait des dispositions belliqueuses en l'air ; on sentait qu'on ne céderait pour rien

*) Le déserteur russe.

aux menaces de l'Allemagne, à la rage (stérile, du reste) des feuilles d'Outre-Rhin, après l'injure qu'on venait publiquement de faire à la souveraineté de la France.

Devant cete attitude correcte et pleine de dignité, la presse allemande rentra ses foudres. Et l'on crût l'affaire arrangée. On aurait pu moins se fier à la *fides germanica*.

Le 20 octobre, un mois presque après l'incident, qu'on avait décidé, sur la proposition de la Wilhelmstrasse, à porter devant la cour arbitrale de La Haye, le prince de Radolin vint trouver M. Pichon, et lui déclara que, par ordre de son gouvernement, il devait réclamer des regrets pour la conduite des marins français à l'égard du vice-consul allemand.

M. de Bülow, à Berlin, disait les mêmes choses à M. Cambon, ambassadeur de France, et, devant le refus très-catégorique que celui-ci lui opposa, il parla d'un rappel possible de l'ambassadeur allemand à Paris.

La France ne céda point. Devant cette attitude énergique, les sympathies des nations étrangères affluèrent vers elle: l'Angleterre, par la bouche de son ambassadeur, et par les organes de sa presse, la Russie, apportèrent au gouvernement l'expression de leur amitié et de leur solidarité. Déjà se reformait contre l'Allemagne brutale la coalition qui força Bülow à battre en retraite à Algésiras, et cela dans un moment de crise européenne puisque la question d'Orient venait d'être si imprudemment réveillée.

L'Allemagne insistait toujours pour la signature d'un protocole préalable, avant que l'affaire fût transmise à La Haye. La France toujours sage et conciliante proposait une formule de regrets mutuels; l'Allemagne y ajoutait chaque fois une phrase sentant l'excuse et la reculade, avec un entêtement que les journaux français ont été bien bons d'appeler „doux.“

Le lundi 8 novembre, M. Cambon remit à M. de Kiderlen-Waechter, ministre des Affaires Etrangères par intérim, le lumineux rapport de M. Bordé, le commissaire de police de Casablanca. Devant l'évidence, l'Allemagne battit en retraite.

Le 10 novembre, à 2 heures de l'après-midi, M. Jules Cambon et M. de Kiderlen-Waechter signaient le protocole suivant de regrets mutuels :

«1° Les deux gouvernements, regrettant les événements qui se sont produits à Casablanca le 25 septembre dernier, et qui ont amené des agents subalternes à des violences et à de fâcheuses voies de fait, décident de soumettre l'ensemble des questions soulevées à ce sujet à l'arbitrage ;

«2° D'un commun accord, chacun des deux gouvernements s'engage à exprimer ses regrets sur les actes de ses agents, suivant le jugement que les arbitres auront porté sur les faits et sur la question de droit.»

La France avait remporté une magnifique victoire.

* * *

L'attitude si courageuse du gouvernement de la République rencontra partout une unanime admiration, sauf bien entendu dans la presse austro-allemande. Et ce dernier point n'a rien qui puisse nous étonner.

On y expliquera moins le ton gallophobe de certains journaux hongrois, et spécialement celui des organes qui passent pour tenir de près aux cercles officieux. Aucun intérêt hongrois n'avait été lésé par le lieutenant de Tournemire et l'enseigne de Soriar; un sentiment beaucoup trop intense de fidélité envers l'alliée peut seul excuser les articles qui parurent à Budapest, et qui ne firent nullement plaisir à la France.

Il y eut cependant des exceptions: le «*Pesti Napló*» par exemple, et le «*Ellenzék*» soutinrent le

point de vue français, qui était celui du bon sens et de la loyauté. *L'erreur* dans laquelle tomba le reste de la presse hongroise n'en reste pas moins fort regrettable, surtout quand on pense à l'approbation que ces mêmes journaux témoignèrent à la nation amie lors de l'affaire d'Algésiras.

*
*
*

La cour d'arbitrage qui, le 1^{er} mai 1909, sera appelée à trancher définitivement le différend franco-allemand est constitué. La France se fait représenter par M. Louis Renault, l'éminent juriste détenteur du Prix Nobel pour la paix, et Sir Try, chef de la délégation anglaise au dernier Congrès de La Haye; l'Allemagne a nommé MM. von Kriege et Fusinato, conseiller d'État italien. Ces quatre délégués éliront ensuite un cinquième, qui présidera la cour d'arbitrage. On s'y attend à des débats assez longs, vu la complexité de la question de droit au point de vue des attributions des consuls.

Mais le rapport Bordé suffit amplement à établir la question de fait. Et l'on ne saurait, en toute conscience, concéder aux consuls le droit de faire évader des soldats qui n'appartiennent même pas à la nation qu'ils représentent.

F. de Gerando.

L'EXPANSION GERMANIQUE ET LES BALKANS.

Tous ceux qui ne s'occupent point, de politique étrangère ont été stupéfiés de voir la monarchie austro-hongroise soulever contre elle même, à deux reprises, lors de l'affaire du chemin de fer de Mitrovitza que lors de l'annexion des Provinces, l'opinion de l'Europe entière. Pourtant, le chemin de fer de Mitrovitza devait servir des intérêts purement économiques ; l'annexion ne faisait que consacrer un état de choses existant depuis longtemps déjà, et la restitution volontaire du Sandjak de Novibazar, conséquence de cette annexion, prouvait bien que la Hongrie et l'Autriche n'avaient point de visées conquérantes. Elles ne pourraient du reste, en avoir, étant donné la structure même de leur dualisme.

Dans ces conditions, ceux-là ne se trompent guère qui pensent que la défiance qui suit chacun des mouvements de l'Autriche dans les Balkans, la nervosité peu explicable qui accompagne chacun de ses actes de la part des puissances, s'adresse beaucoup plus qu'à elle, à sa trop puissante alliée, à l'Allemagne. On voit dans l'Autriche l'avant-garde de l'expansion commerciale et politique de l'Allemagne, et c'est pourquoi on se garde d'elle, et c'est pourquoi, c'est la puissance la plus intéressée en l'affaire, l'Angleterre, qui est la première à le faire. Il ne serait pas sans intérêt d'établir quelle est actuellement la situation, et ce qu'il conviendrait de faire.

Le compromis de 1867 n'a pas seulement donné une constitution nouvelle à la monarchie austro-

hongroise; sous l'impulsion de son principal ouvrier, le comte Andrassy, il a marqué une ligne de conduite en matière de politique étrangère conforme aux nouveaux intérêts de cette monarchie. Ce fut le début de cette politique balkanique, qui envisage la conquête économique de vastes territoires que leur situation géographique fait nettement rentrer dans la sphère d'influence de la monarchie, et sur lesquels aucune autre puissance n'a de visées. La seule rivale possible était la Russie, mais cette puissance est trop peu développée au point de vue industriel pour entreprendre avec la monarchie la lutte économique. La Triple-Alliance l'empêche de l'entreprendre sur le terrain militaire. L'Italie, à cette époque, était occupée à parfaire son unité, et l'Allemagne se désintéressait des Balkans. Le moment était donc bien choisi pour une expansion naturelle vers l'Orient; la politique viennoise ne sut pas en profiter. Son idéal de politique économique n'était pas la conquête commerciale de l'Orient mais toujours l'asservissement industriel de la Hongrie.

Cette conquête ne pouvait pourtant se faire que si les deux états de la monarchie se transformaient en pays industriel, offrant ainsi un marché vaste et sûr aux produits bruts de l'Orient, créant pour leurs propres produits un champ d'exportation formidable. Comme conséquence de cette expansion la position politique de la monarchie se serait proportionnellement accrue.

On fit juste le contraire; les dirigeants cherchèrent à maintenir la Hongrie dans son rôle d'état agricole, de consommateur des produits de l'industrie autrichienne. Les droits protecteurs établis pour défendre cette industrie furent donc étendus aux productions du sol, et, l'importation de la matière première balkanique se trouvant par suite réduite, la conquête économique de l'Orient fut arrêtée.

Cette maladresse de la politique viennoise fut mise à profit par les Allemands qui prirent pied dans les Balkans et en Asie mineure, tandis que les Italiens formaient des prétentions sur l'Occident balkanique.

Les états balkaniques de leur côté, craignant de se trouver un jour à la discrétion du marché et de la diplomatie autrichienne, favorisaient l'expansion commerciale de l'Allemagne, de l'Angleterre, de la Belgique, moins voisines de leurs frontières. Et, comme conséquence, l'influence politique de la monarchie alla décroissant.

L'oeuvre entreprise à l'intérieur du territoire douanier austro-hongrois avec tant de succès, et qui aboutit à isoler la monarchie au point de vue économique, en bonne alliée, l'Allemagne cherche à la compléter. Elle ferme ses frontières aux matières premières de la monarchie, et nous oblige ainsi, à fermer les nôtres aux produits agricoles des États balkaniques, pour assurer un marché à nos produits, au moins sur le territoire de la monarchie.

Cette politique ne saurait tendre à monopoliser simplement au profit de l'Allemagne le marché oriental : ses visées sont plus lointaines. Les Balkans sont ce point d'Archimède qui permettra à l'Allemagne de transporter la moitié de l'Autriche sous le sceptre des Hohenzollern.

Les apôtres de la plus grande Allemagne proclament déjà que la monopolisation du marché balkanique au détriment de l'Autriche sera suivie de l'affranchissement économique de la Hongrie, l'ouest de l'Autriche, n'ayant plus de marché possible, demandera lui même son rattachement à l'Empire allemand. La grande unité allemande qui demande quatre-vingts millions de germains, ne pourra être empêchée même par les forces réunies des 70 millions de Franco-Italiens.

Il est facile de comprendre après cela que l'Alle-

magne ait cherché à rester en bonnes relations avec les états balkaniques, que Guillaume II ait recherché l'amitié d'Abdul-Hamid, que les allemands aient bâti les chemins de fer d'Anatolie et n'aient pas pris part aux démonstrations navales. Et on comprendra aussi la défiance que les puissances marquent à l'alliée trop fidèle, trop soumise de l'Allemagne, à la monarchie austro-hongroise.

Telle étant la situation, l'intérêt spécial de la Hongrie et l'intérêt général de l'Europe exigent également que la monarchie se transforme sur de nouvelles bases, qu'à la place du règne des Austro-allemands, on substitue l'hégémonie magyare. De cette façon, la monarchie cesserait d'être l'avant-garde de l'impérialisme germanique, et aurait une politique indépendante, personnelle, individuelle. De cette façon, l'entente avec les États balkaniques, notamment l'alliance économique et politique avec la Turquie serait réalisable; cette alliance couperait court à toutes les visées conquérantes que l'Allemagne peut nourrir à l'endroit de l'Orient; les Balkans cesseraient d'être la pomme de la discorde européenne, pour devenir le gage le plus sûr de la paix et de l'équilibre.

Joseph Ajtay.

Le Directeur-Gérant

Michel de Magyary

F. de Gerando.

Rédacteurs.

A. de Hory.

Le Temps

PARIS — 5, boulevard des Italiens, 5 — PARIS

Adresse télégraphique: Temps Paris.

Téléphone (5 lignes):

103.07 — 103.08 — 103.09 — 103.32 — 103.33

Services télégraphiques et téléphoniques

Politiques, Commerciaux et Financiers particuliers

De toutes les capitales

ET DE TOUS LES DÉPARTEMENTS FRANÇAIS

Prix de l'abonnement de trois mois

Paris, Seine et Seine-et-Oise 14 francs

Départements, Algérie, Tunisie et Alsace-Lorraine

17 francs. Étranger, 18 francs

Pendant la Session des Chambres

LE TEMPS PUBLIE UN SUPPLÉMENT RÉGULIER:

Le Petit Temps

(Suite de ses Dernières nouvelles)

qui est envoyé à tous les abonnés. Il est distribué le soir
même à ceux de Paris

et délivré gratuitement aux acheteurs le lendemain

Le TEMPS accepte des abonnements au numéro,
partant de n'importe quelle date,
moyennant 0 fr. 20 par numéro à expédier
en France ou à l'Étranger

JOURNAL DES DÉBATS

POLITIQUES ET LITTÉRAIRES

Grand Journal Quotidien Fondé en 1789

17, rue des Prêtres-Saint-Germain-l'Auxerrois, Paris 1^{er}

10 centimes le numéro en France

Adresse télégraphique: **Débats-Paris**

Téléphones:

Administration, 103,00; Rédaction,
103,01; Informations, 103,02

Prix de l'abonnement:

Trois mois Six mois Un an

France, Colonies et

Alsace-Lorraine . 10 fr. 20 fr. 40 fr.

Union postale . . . 16 fr. 32 fr. 64 fr.

Les abonnements partent du 1^{er} et du 16 de
chaque mois

NOTA. — Le service du journal est fait gratuitement, pendant huit jours, sur demande affranchie adressée à l'administration du journal.



LA DÉPÊCHE D'ORIENT



JOURNAL POLITIQUE, DIPLOMATIQUE,
LITTÉRAIRE, ÉCONOMIQUE, INDUSTRIEL,
COMMERCIAL, FINANCIER,

paraissant les Mercredis et Samedis,
à PARIS, 22 rue Rossini.



ALEXANDRE HEPP

rédacteur en chef.

La Dépêche D'Orient s'occupe de toutes les questions intéressant, en Europe, la Russie, la Hongrie, la Serbie, la Bulgarie, la Turquie, la Roumanie, la Grèce, et en Extrême-Orient, la Perse, l'Inde, la Chine, le Japon, les Colonies françaises de l'Océan indien.

Revue de la presse de l'Europe Orientale. Revue de la presse d'Extrême-Orient. Renseignements financiers: L'ACTIVITÉ DES AFFAIRES, chronique de toutes les affaires que l'on peut faire dans les pays susdits.



Abonnements:

Étranger		France
30 fr	Un An	25 fr.
16 fr 40.....	Six Mois	14 fr.

MERCURE

DE FRANCE

26, rue de Condé, Paris

Littérature, Poésie, Théâtre, Musique, Peinture, Sculpture, Philosophie, Histoire, Sociologie, Sciences, Voyages, Bibliophilie, Sciences occultes, Critique, Littérature étrangère, Revue de la Quinzaine.

Le *Mercure de France* est dans sa vingtième année. Il paraît le 1er et le 16 de chaque mois et forme tous les ans 6 volumes.

Le *Mercure de France* occupe dans la presse française une place unique : il participe de la revue et du journal. Pour juger de sa diversité, il suffit de parcourir quelques-uns de ses sommaires et la liste des 50 chroniques que, sous le titre de *Revue de la Quinzaine*, il publie selon un roulement méthodique. Cette *Revue de la Quinzaine* s'alimente à l'étranger autant qu'en France ; elle offre un très grand nombre de documents et constitue une sorte d'encyclopédie au jour le jour du mouvement universel des idées.

Il n'est peut-être pas indifférent de signaler qu'il est celui des grands périodiques français qui coûte le moins cher, puisque le prix de son abonnement excède à peine celui des journaux à un sou.

VENTE AU NUMÉRO ET ABONNEMENT

Les abonnements partent du premier des mois de janvier, avril, juillet et octobre

France	Étranger
LE NUMÉRO : 1 fr. 25	LE NUMÉRO : 1 fr. 50
UN AN 25 fr.	UN AN 30 fr.
SIX MOIS 14 fr.	SIX MOIS 17 fr.
TROIS MOIS 8 fr.	TROIS MOIS 10 fr.

ABONNEMENT DE TROIS ANS

Étranger 80 fr. | France 63 fr.

Envoi franco, sur demande, d'un numéro spécimen et du Catalogue complet des Editions du *Mercure de France*.

REVUE DE HONGRIE.



La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

Elle publie des articles écrits par des hommes d'État, des littérateurs, des savants hongrois, et ayant trait à la Politique, à la Littérature, aux Sciences, aux Beaux-Arts, aux Finances, à l'Économie Sociale, à l'Histoire, etc.

Elle accueille également les travaux de ce genre que lui adresseront des écrivains français et étrangers.

Le but de la REVUE DE HONGRIE est de s'occuper de toutes les questions qui, à un point de vue général peuvent, en mettant en relief les choses de Hongrie, intéresser l'étranger et notamment le lecteur français.

La REVUE DE HONGRIE est une tribune ouverte à tous, elle restera indépendante de toute influence de parti.

La REVUE DE HONGRIE est l'organe de la Société Littéraire Française de Budapest.

LA REVUE DE HONGRIE

se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

LA REVUE DE HONGRIE PARAÎT CHAQUE MOIS.

PRIX DE L'ABONNEMENT :

HONGRIE ET AUTRICHE Un an **25** cour. — Six mois **15** cour.
 ÉTRANGER (Union postale) — **30** francs. — **20** francs.
 Prix de la livraison : **2** cour. **50** c.



PUBLICITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE

La REVUE DE HONGRIE compte parmi ses collaborateurs, comme l'indique d'ailleurs le sommaire de ses numéros, des hommes d'État, des littérateurs, des savants, des financiers éminents et d'une notoriété internationale.

La REVUE DE HONGRIE s'adresse non seulement au public hongrois, mais aussi à toutes les personnes qui, à l'étranger, s'intéressent aux choses de Hongrie. Elle sera déposée chez les libraires des principales villes du monde et à L'AGENCE SPÉCIALE DE PARIS 92, rue de la Pompe, XVII^e Arr. (M. F. DE GÉRANDO).

Cette Agence reçoit toute publicité pour la REVUE DE HONGRIE au tarif suivant :

La page **80** fr., la demi-page **45** fr., le quart **30** fr.

Pour la publicité on peut aussi directement s'adresser à l'Administration de la REVUE DE HONGRIE : **BUDAPEST, ANDRÁSSY-ÚT 95.**

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE

LE FIGARO26, RUE DROUOT, PARIS — IX^E ARR.**H. DE VILLEMESANT**

fondateur.

GASTON CALMETTE

directeur-gérant.

Prix de l'abonnement:

Seine Et Seine-Et-Oise: 3 mois: 15 fr; 6 mois 30 fr Un an 60 fr
 Départements " 18.75 " 37.50 " 75 "
 Union Postale..... " 21.50 " 43 fr " 86 "
 Le Numéro quotidien: Paris 15 cent, départ. 20 cent.

LE SAMEDI:
 SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE GRATUIT.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

TRENTIÈME ANNÉE.

ELLENZÉK.

QUOTIDIEN POLITIQUE DE KOLOZSVÁR.

Rédaction: 33, rue François Deák. — Administration:
 30, rue François Deák. à Budapest: József-körut.

AGENCES A L'ÉTRANGER:

Paris: 92, rue de la Pompe — XVI^e arrond.
 Londres: 42, Craven Hill Gardens, Lancaster Gate, W.

TOUS LES MARDIS: BULLETIN DE L'ÉTRANGER.

Directeur: MICHEL DE MAGYARY.

Le Supplément français de l'Ellenzék

publie un BULLETIN DE L'ÉTRANGER, des informations,
 des nouvelles, etc.

LE SEUL JOURNAL DE HONGRIE PUBLIÉ ENTIÈREMENT
 EN FRANÇAIS.